

<https://divergences.be/spip.php?article1291>



# Nicolae Sarkocescu

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - Avril, April 2009 No. 14 - Français - International -

Date de mise en ligne : jeudi 16 avril 2009

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Agitations et palinodies de Nicolae Sarkocescu

Les bonzes de la Société générale ont eu l'impudence d'annoncer qu'ils se versaient des stock-options en même temps que la manif « intersyndicale » du 19 mars. C'est ce qui s'appelle, pour des bonzes, couler un bronze sur la figure des salariés, notamment les licenciés de Sony ou de Continental ou de Carterpillar ou demain d'Heuliez.

L'omniprésident ayant décidé de ne pas changer sa politique d'un iota (maintien de la loi TEPA, fric pour les banques et les entreprises automobiles ; miettes pour le social à hauteur de 2,6 milliards à comparer aux garanties de 320 milliards pour les banques et aux avances, toujours pour elles, de 40 milliards, sans du reste y mettre des administrateurs d'Etat), il fallait trouver un dérivatif à la puissante colère des salariés. C'est là que notre Bonzaï national a crié banzaï : il faut « moraliser le capitalisme » sus aux paradis fiscaux dans le cadre du G 20 et de l'UE, haro sur les stock-options des banquiers et managers. Il faut aussi faire oublier les vacances de rêve au Mexique dans la villa d'un banquier suintant des odeurs de cocaïne, après avoir prétendu être invité par Calderon, lequel a démenti ! La Parisot, n'ayant pas encore obtenu d'engagement volontaire des entreprises, se ferait imposer une législation...fin mars. Voilà qui fera un bel emplâtre sur la gueule de bois des salariés

Les choses seraient plus crédibles si la France supprimait ses propres paradis fiscaux : Monaco, Andorre, St Barthélémy, etc. et s'il était interdit aux banques françaises, qui disposent de 467 lieux (cité par Vendredi numéro du 20 mars) offshore dans le monde pour leurs petites spéculations et pour assister leurs clients désireux d'échapper aux impôts, d'y avoir recours. Que le bon peuple se rassure ; le projet de « régulation » de la finance qui sera présenté à la réunion du G 20 à Londres le 2 avril (le 1er aurait été mieux) est tout à fait cosmétique et comestible pour la banque, l'assurance et la multinationale. Il est question de charte de déontologie et de levée du « secret bancaire », au cas par cas quand les gouvernements auront prouvé l'évasion fiscale d'un de leurs ressortissants et demanderont aux banques des paradis fiscaux de dire où est son argent. Ce sera amusant : l'UE qui a dans son sein le Luxembourg et l'Autriche, Andorre, Monaco, qui fricote avec le Liechtenstein, dont la City de Londres (associé à l'île de Man, à Jersey, à Guernesey, aux Iles Vierges, etc.) est le principal espace de spéculation, au point que 20 % de la valeur ajoutée de la Grande-Bretagne vient de la finance, se ferait hara kiri ? Eh bien pour talonne(tte)r la finance, chez le Bonzaï, c'est caïman pareil ! Toujours dans la rigolade et le simulacre qui résulteront du G 20, signalons que les USA n'ont pas du tout l'intention de rogner les ailes de leurs propres paradis fiscaux : par exemple, l'Etat du Delaware ou les Bermudes. Par ailleurs, le programme du G 20 ne dit rien de la réforme du système monétaire international ; celui pondu en 1945, transformé en 1971-73 (abandon de la convertibilité du dollar en or par Nixon et règne installé des monnaies flottantes laissées à l'appréciation des marchés) assure des privilèges exorbitants au dollar car en tant que monnaie internationale de réserve ; il permet aux USA d'emprunter à tire-larigot et d'exporter du dollar sans limites, donc de faire tourner la planche à billets pour rembourser leurs dettes en roupies de sansonnet.

Je rappelle mes articles précédents : ce sont des décisions des gouvernements qui depuis environ 30 ans ont permis à la finance folle de casino de s'installer. Comme quoi, l'Etat et la politique n'ont pas disparu ainsi que le proclamait Francis Fukuyama et que le préconisaient les thuriféraires du marché capable se s'autoréguler sans intervention politique (monétarisme lancé au Chili par Friedman avec Pinochet). Bien au contraire ; les gouvernements ont concocté les lois (prérogative du soi-disant pouvoir souverain que celui de « donner et casser la loi ») qui ont transformé la planète en zone de libre-échange généralisée et en circuits financiers sans contrôle et mondialisés, ce qui a mis les travailleurs du monde entier en compétition vers le moins-disant des salaires, de la protection sociale et de la santé, de la fiscalité, de la défense de l'environnement. Ce sont eux, qui pour créer néanmoins du pouvoir d'achat, ont permis les délocalisations afin de faire baisser les prix suivant la méthode Wal Mart, qui ont étendu le crédit à l'infini pour les peu solvables (crédit revolving, notamment immobilier chez les Anglo-saxons). Eh bien, dotons-nous de nouvelles lois pour défaire ce qui a été fait en faveur du fric et contre l'intérêt général.

Alors que faire pour amender réellement la finance sans toucher au capitalisme (voyez, je suis bon, je me place dans l'optique de Sarkocescu) ? D'abord, on organise une vraie banque mondiale où tous les pays sont associés à égalité

et qui a sa propre monnaie, fondée sur les matières premières, les actifs en tout genre, les produits et les en-cours, etc. Ce sera le « bancor » que Keynes avait proposé en 1945 à Bretton Woods et qui sera une monnaie de crédit et de réserve internationale veillant à garantir l'équilibre entre la production et la circulation monétaire. La banque mondiale prête aux Etats à un taux réduit aux frais de gestion sans tenir compte de la « préférence pour la liquidité », celle qui fait attribuer à l'avenir une valeur bien plus faible que pour le présent. Aux oubliettes le FMI et la Banque mondiale où les USA, surtout, et les Occidentaux dominant outrageusement. Disparition de l'actuel système monétaire international : la seule monnaie internationale de réserve est le bancor.

Ensuite, on monte une agence internationale, indépendante, d'évaluation des autres monnaies, dont le dollar et le yuan, notoirement sous-évalués pour doper les exportations de la dictature à salaires comprimés de la Chine. Cet instance pourrait s'opposer à ce que vient de faire le Royaume-Uni pour reporter sa crise sur l'Europe en laissant sa monnaie se dévaluer de 40 %.

On interdit les produits dérivés à extension indéfinie (assurances d'assurances sur les spéculations à terme, devenant elles-mêmes un objet d'échange : le PIB mondial est de 62 000 milliards de dollars ; les dérivés représentant au bas mot 600 000 milliards de choses fictives et sans garanties) et la titrisation (regrouper des créances en tout genre pour les transformer en obligations échangeables sur le marché financier). Rappelons le mécanisme des produits dérivés. Un spéculateur passe un contrat d'achat à terme, par exemple mille tonnes de pétrole à 50 dollars le baril ; il ne paye ex ante que presque rien ; à terme, il revend sans même avoir stocké la marchandise ou détenu les titres de crédit. Si le baril est passé à 100 dollars, il empoche le pactole. Mais il y a un risque, alors il s'assure. Cette 1ère assurance est elle-même risquée. Alors son propriétaire se réassure et ainsi de suite. On a inventé le mouvement perpétuel avec simplement des jeux d'écritures sans échanges réels. On élimine les prix dits « de « transfert » entre filiales des multinationales. Ils permettent de dégager des bénéfices dans les endroits où il n'y a guère d'impôts tout en diminuant ceux des lieux fiscalisés. On taxe les bénéfices consolidés dans le pays d'implantation de la firme, en laissant aux pays disposant des filiales le soin des taxes locales et en leur reversant simplement un pourcentage du bénéfice consolidé.

On impose aux banques et aux assurances des ratios de solvabilité restreignant le crédit à seulement 3 fois le montant de leurs réserves obligatoires (actuellement ce sont les banques qui ont-elles-mêmes fixé ce genre de ratio [Bâle 1 et 2, 8 % dit ratio Cook] à un niveau ridiculement bas, ce qu'elles ont par ailleurs détourné en mettant leurs produits titrisés et dérivés hors bilan !). Les agences de notation actuelles sont supprimées au profit d'une agence internationale indépendante et socialisées (gérées, comme l'agence d'évaluation des monnaies, par les acteurs sociaux concernés : entreprises, usagers, associations, Etats, ONG, etc.). La séparation totale entre banques d'affaires et banques de dépôt est rétablie (actuellement les banques françaises ont créé des filiales de spéculation [Natixis pour les caisses d'épargne et les banques populaires, Caylor pour le Crédit agricole], lesquelles ont dû être renflouées par leur activité de banque de détail).

On revient à l'indexation des salaires et des retraites sur les prix (supprimée sous Mauroy et Delors en 1983) ; on interdit toutes les formules d'intéressement et de participation aux résultats des entreprises (qui suppriment la hausse des rémunérations de base et échappent aux prélèvements sociaux), dont évidemment les stock-options et les bonus (qui poussent les dirigeants à faire mousser le titre de l'entreprise même avec des manipulations à la Enron). Les bonus des traders sont interdits. Le taux d'usure pour tout type de crédit à la consommation est fixé à 8 % (actuellement 21 % en France et uniquement pour les prêts des banques, lesquelles, ô miracle, sont les principaux détenteurs des cartes de crédit).

Les paradis fiscaux sont tout simplement interdits, comme les pavillons de complaisance, les OPA, OPE, les LBO. Les rachats de leurs titres par les entreprises elles-mêmes sont interdits (ou les achats d'entreprises avec les propres titres de l'acheteur sans apport de capital frais) ; cela pousse artificiellement le rendement des actions restantes, donc leur valeur sur le marché, donc la prétendue « valeur pour l'actionnaire ».

Un contrôle des mouvements de capitaux spéculatifs est établi au plan mondial dans une agence internationale et ils sont taxés (Taxe Tobin, préconisée par ATTAC depuis longtemps) à 2 % sur chaque mouvement. Les expatriés

fiscaux se voient retirer la nationalité française (donc tous les avantages qui vont avec, notamment la sécu qui, si je me rappelle bien, a remplacé une hanche à Johnny à nos frais) ; leurs produits et œuvres diffusées en France sont lourdement taxés ; leurs avoirs en France sont confisqués au titre du remboursement de la dette sociale qu'ils ont contractée en étant éduqué par le pays aux frais du contribuable ; ils sont interdits de séjour sur le territoire (actuellement, ils peuvent passer 6 mois en France pour faire leur beurre à l'instar de Johnny, d'Aznavour et compagnie).

Les banques centrales sont à nouveau rattachées aux Etats auxquels elles peuvent consentir des avances et des prêts à des taux réduits aux frais de gestion plus les intérêts si elles doivent emprunter du bancor à la banque mondiale. Rappelons que ce sont Pompidur et Fiscard qui, par décret en 1973, ont interdit la chose à la banque de France, forçant le pays à emprunter, à la grande joie des rentiers d'abord nationaux puis étrangers. Ce qui a forcé le peuple à payer deux fois : pour l'augmentation des réserves des riches et pour leur servir l'intérêt de leurs prêts !

La nouvelle comptabilité anglo-saxonne, dite de « fair value » (les actifs sont comptabilisés à leur valeur de marché, d'où une pression pour faire grimper les valeurs des titres ; on y compte aussi des valeurs immatérielles non valorisées par un marché [brevets, clientèle, logo, image, marque, etc.]) est supprimée au profit de l'ancienne méthode de la valorisation des actifs à leur valeur d'achat moins les amortissements. La fiscalité européenne de l'impôt sur les sociétés, des dividendes, des plus-values est harmonisée ; cela évitera à l'Irlande de faire du dumping fiscal avec un impôt sur les sociétés de 12,5 % contre 30 en moyenne dans l'UE.

La spéculation sur les denrées alimentaires (riz, maïs, blé, soja, huile de palme, etc., spéculation qui a encouragé les agro-carburants au détriment des cultures vivrières) ou les matières premières est interdite. Les marchés sont structurés au plan international dans des agences qui en même temps organisent le stockage et le transport, afin de soutenir le bancor (qui, fondé sur elles, a le mérite en plus de stabiliser les prix) et la sécurité alimentaire.

Les terrains disponibles et constructibles sont préemptés par l'Etat (à tout le moins la région) et gelés afin d'éviter la spéculation immobilière qui a fait les délices de l'Espagne et des mafias en tout genre (sic transit gloria mundi) : les transactions immobilières entre particuliers sont réservées à des agences publiques locales (les agences privées sont largement payées au pourcentage, comme du reste les droits de mutation que Delanoix empochait à Paris, ce qui pousse à l'augmentation des prix). Etc.

Comme la spéculation se nourrit des différences de législation, la France (et si possible l'UE) met en place des droits de douane compensatoires pour effacer le dumping, commercial, social, fiscal, environnemental. Cela évitera aux multinationales et autres entreprises de délocaliser pour profiter des dites différences.

Vous voyez, ce n'est pas révolutionnaire...Et pourtant rien ne sera fait dans cette direction car le capital, la finance, les gouvernants, les politicards se tiennent par la barbichette et ont tous intérêt à l'enrichissement sans cause actuel. Viva la democra-CIA et la république réduite aux acquêts.